
LUC DAIREAUX, « *Le feu de la rébellion* » ? *Les imprimés de l'affaire de Bretagne (1764-1769)*

Préface de Gauthier Aubert, Paris, Honoré Champion éditeur, 2011, 776 p., ISBN 978-2-7453-2216-6, 150 E.

Alain J. Lemaître



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12802>

DOI : 10.4000/ahrf.12802

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 163-165

ISBN : 978-2-9083-2789-2

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Alain J. Lemaître, « LUC DAIREAUX, « *Le feu de la rébellion* » ? *Les imprimés de l'affaire de Bretagne (1764-1769)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 372 | avril-juin 2013, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12802> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12802>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

LUC DAIREAUX, « *Le feu de la rébellion* » ? *Les imprimés de l'affaire de Bretagne (1764-1769)*

Préface de Gauthier Aubert, Paris, Honoré Champion éditeur, 2011, 776 p., ISBN 978-2-7453-2216-6, 150 E.

Alain J. Lemaître

RÉFÉRENCE

LUC DAIREAUX, « *Le feu de la rébellion* » ? *Les imprimés de l'affaire de Bretagne (1764-1769)*.

Préface de Gauthier Aubert, Paris, Honoré Champion éditeur, 2011, 776 p., ISBN 978-2-7453-2216-6, 150 E.

- 1 Dans son essai autobiographique, Mona Ozouf résumait les rivalités entre La Chalotais, procureur général du roi au parlement de Bretagne et le duc d'Aiguillon, connues sous le nom d'affaire de Bretagne, comme une « affaire à peu près inintelligible ». Au milieu de la fronde syncopée et partielle des cours souveraines et de l'opposition de certains bastions aux pratiques du gouvernement de la monarchie, cette affaire n'a cessé de nourrir un débat historiographique longtemps passionnel, qu'incarnent des figures comme Arthur de la Borderie, Barthélémy Pocquet, ou Marcel Marion avant de revenir à des termes plus scientifiques sous l'impulsion, notamment, des historiens anglo-saxons, et de se nourrir de nouveau des recherches actuelles particulièrement novatrices des spécialistes français de l'histoire parlementaire. C'est dans ce contexte qu'il faut accueillir le superbe travail que livre Luc Daireaux sur les troubles de Bretagne et le situer dans une histoire plus vaste des régimes politiques au XVIII^e siècle.
- 2 Dans cet objectif, c'est à un salutaire retour aux sources que l'auteur nous convie en réduisant sa chronologie, à juste titre, aux années 1764-1769. Luc Daireaux ne s'est pas contenté de traquer les ouvrages contemporains de l'époque. Il a repris d'un côté les actes du pouvoir royal : les édits, les arrêts du Conseil, les déclarations, les lettres

patentes ; de l'autre, il s'est arrêté sur les arrêts des parlements, les lettres, les remontrances et les représentations des cours souveraines, ainsi que sur des mémoires, des requêtes judiciaires, des factums ; enfin, les libelles, les pamphlets et les satires que suscite l'affaire de Bretagne et dont l'opinion publique se nourrit ont retenu, à juste titre, son attention. Après avoir contextualisé l'affaire de Bretagne et éclairé la méthodologie de son ouvrage, ce dépouillement minutieux lui permet de proposer plus de 190 notices documentaires. Présentées de façon chronologique, elles comportent chacune un titre, l'adresse, le format et la pagination, la localisation du document (et ses différents sites aujourd'hui), son contenu et, en complément, des remarques explicatives. Le fond du texte est exposé par une présentation synthétique et des extraits fondamentaux toujours bien choisis. Cette notice peut être brève, mais elle peut aussi occuper une trentaine de pages du volume selon l'importance du document retenu : il en est ainsi pour l'ouvrage (n° 188) *Procédure de Bretagne* visant à dénoncer une « procédure criminelle ». Enfin, une table des localisations de l'affaire de Bretagne, un exposé des sources complémentaires et une bibliographie irréprochable enrichissent, avec annexes et index, l'appareil critique.

- 3 L'enquête menée par Luc Daireaux pose de façon positive un certain nombre de questions concernant les principaux groupes d'acteurs qui entrent en scène dans l'affaire : les unes permettent de mieux apprécier les diverses facettes de ce qu'on a appelé « l'opposition parlementaire » : comment se forme et se développe le face à face rhétorique entre les cours et l'appareil gouvernemental de la monarchie ? Quels concepts utilise-t-on de part et d'autre ? Qui sont les destinataires des textes produits ? Les autres montrent la vigueur et le fonctionnement de la société organique, avec ses solidarités familiales – la famille La Chalotais est entièrement impliquée dans cette crise, les poursuites et la défense des deux procureurs généraux – ses clientèles rivales – la solidarité des conseillers contrastant avec la constitution d'un front du refus autour des Ifs – ses haines personnelles illustrées par l'hostilité entre les gens du roi proprement dits, ou entre La Chalotais et le premier président du parlement, les règlements de compte au sein de l'appareil judiciaire comme de l'appareil d'État, et, enfin, la vigueur des valeurs de l'époque comme l'honneur ou l'héroïsme dans la noblesse de robe. Bien au-delà, on mesure aussi dans les documents les modalités du passage d'une affaire individuelle à une affaire nationale où le jugement de Sénac de Meilhan sur la « légèreté et l'inconséquence qui ont quelquefois caractérisé le gouvernement de ce temps » prend tout son sens, entre une position initiale autoritaire et l'abandon d'un procès de la part de la monarchie.
- 4 Dans le même temps, et en marge de la pérennité de ces valeurs aristocratiques, on voit se multiplier dans l'argumentation déployée des signes de modernité. L'ensemble des documents révèle en effet, comme le rappellent Luc Daireaux et Gauthier Aubert dans sa préface, l'importance croissante de l'opinion publique sur le second versant du XVIII^e siècle. Au fil des textes, on observe les agents du gouvernement de la monarchie et le monde parlementaire agir au coup par coup, se répondre sans définir ni tenir une ligne d'action précise : les inflexions de la politique royale face à la position de principe défendue par les cours sur « le consentement de la nation », que l'auteur analyse, le démontrent clairement. Mais de façon récurrente, les acteurs, quel que soit le parti qu'ils adoptent, invoquent de plus en plus l'opinion publique pour se justifier, accuser et revendiquer. Les documents cités permettent d'entrevoir les stratégies imaginées ou

mobilisées soit au nom d'un public prêt à accueillir les idées émanant des cours souveraines, soit, même, pour engendrer et alimenter l'opinion publique.

- 5 Ensuite, les textes rassemblés par Luc Daireaux montrent bien que les règles de droit, les procédures se retrouvent souvent mises à mal par le cours des événements, le changement social, l'évolution politique. L'une des questions fondamentales posée par cette « affaire de Bretagne », qui prend des proportions nationales, regarde le déphasage entre des cadres politiques et judiciaires réputés stables et une évolution sociale où la haute magistrature, qui entend pourtant demeurer fidèle aux traditions juridiques, fait appel à l'opinion publique pour défendre sa légitimité.
- 6 Enfin, les documents émanant des cours souveraines révèlent la coexistence de courants de pensée séculaires, de convictions personnelles, et aussi l'appropriation progressive de concepts des Lumières par les conseillers des parlements ou par les gens du roi. Pas plus que les intendances, les cours ne sont des institutions figées ; elles ne sont pas que des réceptacles d'une pensée philosophique à son apogée mais elles participent à l'élaboration de nouveaux concepts, de nouveaux débats et instaurent des rapports de force inédits avec le gouvernement de la monarchie, et entre sujets du roi.
- 7 Or l'opinion publique ne reste pas enfermée dans le discours des moralistes qui l'ont définie comme loi régulatrice de la société humaine : elle devient une loi politique sous la plume des acteurs du monde parlementaire, sans se confondre avec les concepts de peuple ou de nation. Elle n'est peut-être pas encore ce tribunal auquel se réfère Keith Michael Baker mais, réactive, elle est déjà un contradicteur. Loin de la docilité populaire, elle s'oppose par sa raison à la sujétion. Quand l'opinion du peuple est condamnée irrémédiablement à l'erreur, l'opinion publique fait appel à des facultés conformes à la veille parlementaire, qui va du simple avis dans les « humbles remontrances » à un ton plus irrévérencieux dans des pamphlets, anonymes certes, mais qui émane des mêmes milieux. La presse d'expression française s'est faite régulièrement et largement l'écho de l'affaire de Bretagne, à l'image de la *Gazette de Leyde* que Luc Daireaux a soigneusement reprise dans le menu détail. Ce n'est pas le moindre mérite de ce travail scientifique exemplaire que de remettre les historiens de l'Ancien Régime et ceux de la Révolution sur la piste de cette opinion publique bientôt désignée comme l'initiatrice d'une action politique souveraine...